

Brochure n° 3612

Convention collective nationale

IDCC : 7001. – **COOPÉRATIVES ET SOCIÉTÉS
D'INTÉRÊT COLLECTIF AGRICOLE
BÉTAIL ET VIANDE**
(2^e édition. – Mars 2005)

AVENANT N° 111 DU 15 AVRIL 2005
RELATIF AUX SALAIRES (1)
NOR : AGRS0597124M

Entre :

La fédération nationale de la coopération bétail et viande (FNCBV),

D'une part, et

L'union nationale des syndicats autonomes (UNSA) agriculture agroalimentaire ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et allumettes et des secteurs connexes (FGTA) FO ;

La confédération nationale des salariés de France - fédération nationale des chauffeurs routiers (CNSF-FNCR).

Le syndicat national de la coopération agricole CFE-CGC (SNCOA) ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture (FSCOPA) CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Revalorisation de la grille des salaires au 1^{er} avril 2005

A compter du 1^{er} avril 2005, les salaires conventionnels mensuels sont augmentés comme suit :

- les salaires conventionnels mensuels des coefficients 130, 140 et 160 sont revalorisés et s'établissent comme suit à compter du 1^{er} avril 2005 :
 - coefficient 130 : 1 220 € ;
 - coefficient 140 : 1 225 € ;
 - coefficient 160 : 1 230 € ;
- les salaires conventionnels mensuels des coefficients 180 au coefficient 700 inclus sont revalorisés de 2 %.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

En conséquence, au 1^{er} avril 2005, la grille des salaires conventionnels mensuels pour 151,67 heures s'établit comme suit :

COEFFICIENT	MONTANT (en euros)
130	1 220
140	1 225
160	1 230
180	1 247,33
200	1 290,12
220	1 346,74
240	1 403,39
260	1 474,26
280	1 545,13
310	1 651,43
340	1 757,73
370	1 864,04
400	2 054,47
450	2 394,65
500	2 735,04
550	3 075,22
600	3 415,38
650	3 755,77
700	4 095,94

Article 2

Par dérogation à l'article 15 de la convention collective nationale bétail et viande, aucun salaire réel mensuel ne devra être inférieur aux montants minima résultant de l'application du présent avenant.

Article 3

Le présent accord annule et remplace tous accords et avenants antérieurs fixant les bases de rémunération. Dorénavant, la modification de ces bases de rémunération se fera en application des termes de l'article 11 de la convention collective.

Article 4

Les parties demandent l'extension du présent avenant, lequel recevra sa pleine application au premier jour du mois civil suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 15 avril 2005.

(Suivent les signatures.)